



LA BONNE PAROLE: L'AVOIR OU PAS

Si l'expression orale peut trahir des inégalités sociales, elle en est aussi la cause. Par son accent, son débit et sa langue, la jeunesse des quartiers populaires est disqualifiée d'avance

égal, ce qui fait la différence sur le marché du travail, c'est la capacité à s'exprimer à l'oral», souligne Sarah Nicole, présidente de l'association Graine d'orateur 93, qui forme les jeunes à la prise de parole en public. «L'art oratoire, c'est l'angle mort des politiques d'égalité. A l'école, on travaille l'écriture, les maths, en partant du principe que savoir s'exprimer est une évidence», relève Greazi Abira, 28 ans, cofondateur de l'association.

DÉCOUVERTE DE L'ART ORATOIRE

Lui aussi, comme Camélia, a pris conscience de sa différence en commençant ses études. Le bon élève de Bondy, admis à Sciences Po Paris en 2014, vit cette entrée dans une grande école comme «une gifle symbolique». «Avec mes amis, très tôt, on avait appris que d'autres codes existaient, on avait tous vu le film Neuilly sa mère! (2009), mais on n'y avait jamais été confrontés directement, raconte le jeune homme de 28 ans. On ponctuait nos phrases de "genre", "truc", "chose", "en mode". On avait des problèmes de grammaire, de syntaxe, on ne connaissait pas le mot juste.»

A son arrivée rue Saint-Guillaume, il découvre aussi l'art oratoire, un des premiers cours qu'il reçoit. «C'est une révélation. Jamais on n'avait eu droit à ça. J'ai appris à structurer ma pensée mais aussi la mise en récit.» L'étudiant a désormais à cœur de transmettre ces acquis aux jeunes avec lesquels il a grandi. Créée en 2015 par Greazi et l'un de ses amis, Ahmet, l'association Graine d'orateur 93

organise des ateliers de formation dans des établissements scolaires ou des lieux publics. En dix ans, quelque 14 000 jeunes ont été formés. Ce samedi de mars, à la mairie de Bondy, près d'une centaine de personnes sont réunies, en majorité des jeunes. Sur scène, Gilles, (les personnes citées par leur seul prénom ont requis l'anonymat) la vingtaine, pull vert, occupe l'espace, met à l'aise, tient en haleine l'auditoire, fait le show: «En 3^e, je me voyais en Usain Bolt, l'avenir de l'athlétisme mondial. Ma conseillère d'orientation voyait en moi un élève de filière pro. Quand on n'est pas en capacité de se défendre, on perd, et on perd beaucoup», lance le jeune homme, en guise de préambule.

Les formateurs – une fille et trois garçons –, tous issus de milieux populaires, se succèdent sur scène. Exercices à l'appui, ils expliquent l'importance de l'écoute, les bases de l'argumentation, les étapes de la réfutation et les pièges des sophismes. La salle se prête volontiers au jeu à travers un faux débat sur le rétablissement du service militaire, une conférence de presse fictive de la ministre de l'éducation nationale, une joute oratoire entre partisans et opposants à la légalisation du cannabis.

L'après-midi est fidèle à l'esprit de l'association: il ne s'agit pas de faire «du beau» mais d'apprendre à structurer ses idées, à préparer ses arguments, à contrer ceux des autres et à identifier les tentatives de manipulation. «On parle d'art oratoire au sens de technique,

comme un moyen de parvenir à son but. Ça doit leur servir dans leur vie quotidienne: pour défendre leurs idées, chercher du travail, engager une négociation salariale...», précise Greazi Abira.

Dans l'assistance: Gédéon, survêtement et casquette noire, 20 ans, originaire de Viry-Châtillon (Essonne). Etudiant en BTS, il a commencé à suivre ces ateliers il y a trois mois. Il sentait qu'il en avait besoin. Après son bac, lorsqu'il avait dû passer un entretien pour décrocher un bachelier universitaire de technologie, il avait totalement perdu ses moyens. Encore aujourd'hui, ce natif du Congo-Kinshasa, arrivé en France en classe de CP, se sent complexé quand il est face à des représentants de l'administration. «J'ai appris beaucoup de choses avec ces ateliers. J'ai aussi rencontré des jeunes issus des mêmes quartiers, qui ont fait de grandes études. Ça a ouvert mon champ des possibles», assure Gédéon, qui ne s'interdit plus de continuer ses études après son BTS avec une licence d'administration économique et sociale et, pourquoi pas, un master de sciences politiques.

AUTOCENSURE

«Derrière ces difficultés, c'est plus que de la timidité: il y a une autocensure. Ces jeunes ne se croient pas capables de parler de certains sujets, souligne Sarah Nicole. D'où l'importance que nous donnons au concept de "pair-aidance". Concrètement, tous nos formateurs viennent des quartiers populaires. Les jeunes peuvent s'identifier à eux, ils voient que c'est possible d'avancer.»

Si l'expression orale est le résultat d'inégalités sociales – diverses études ont, par exemple, montré que le nombre de mots maîtrisés par un enfant varie en fonction de la catégorie socioprofessionnelle de ses parents –, elle en est aussi la cause. Ainsi, malgré des politiques de diversité mises en place, l'entrée dans les grandes écoles reste une affaire d'élite. Publiée en 2021, une étude de l'Institut des politiques publiques montre qu'en 2016-2017 seuls 9 % des effectifs des grandes écoles

Wesh, pour moi, c'est un peu comme une virgule. Encore aujourd'hui, je l'utilise tout le temps.» Ce tic de langage, Camélia Kheiredine, journaliste pour Arte sur Twitch, s'en amuse. C'est un souvenir de sa scolarité passée dans le Val-de-Marne, avec cette intonation très marquée et ce débit rapide, un peu comme «un freestyle de rap». Elle en est même fière: «Ma manière de parler, c'est mon identité, je ne veux pas me trahir. Mon intonation, mon énergie disent quelque chose de moi: t'es une meuf de la banlieue.»

A 30 ans, la jeune femme est en paix avec sa façon de parler, dont elle a fait une force et même une marque de fabrique dans son métier. Mais ça n'a pas toujours été le cas. Lorsque, à 18 ans, elle arrive en licence d'information et communication à la fac de Saint-Denis, elle prend vite conscience d'un décalage. Les autres étudiants ont plus d'éloquence, plus d'aisance. Elle commence à nourrir des complexes. Un jour, il y a même cette camarade qui lui demande d'où elle vient. «Ça m'a fait mal. Je me suis dit: 'Ah OK, ma manière de m'exprimer est un sujet. Qu'est-ce que les gens entendent que moi je n'entends pas?'»

Cet «accent de banlieue» devient une obsession. Elle s'inscrit à des concours d'éloquence et tourne même dans le documentaire *A voix haute*, de Stéphane de Freitas et Ladj Ly, sorti en 2016. Elle obtient son master à Paris-VIII en 2018 puis entre au Centre de formation professionnelle des journalistes (CFPJ), dont elle ressort avec un diplôme de journaliste reporter d'images. Elle y a appris des techniques mais refuse de lisser son phrasé. Ce qui lui vaut encore des reproches, y compris de la part de jeunes auditeurs. «Est-ce que, parce que je parle comme ça, je ne suis pas une bonne journaliste?»

Camélia n'est pas une exception. Elle est représentative d'une partie de la jeunesse des banlieues et des quartiers populaires confrontée à des discriminations en raison de son expression orale. «On le sait: à diplôme

«WESH, POUR MOI, C'EST UN PEU COMME UNE VIRGULE. ENCORE AUJOURD'HUI, JE L'UTILISE TOUT LE TEMPS»

CAMÉLIA KHEIREDINE
journaliste

« CES JEUNES NE SERONT PAS ACCEPTÉS COMME ILS SONT, ILS DOIVENT APPRENDRE À MAÎTRISER LES CODES DOMINANTS »

SARAH NICOLE
présidente de l'association
Graine d'orateur

étaient issus de catégories socioprofessionnelles défavorisées, alors que 64 % venaient de CSP très favorisées.

A une vingtaine de kilomètres de Bondy, rue Saint-Guillaume, dans le très cosu 7^e arrondissement parisien, une certaine fébrilité règne dans le hall d'entrée de Sciences Po. Fiches bristol à la main, garçons et filles répètent une dernière fois leur intervention. Ils sont tous lycéens, souvent scolarisés en zone d'éducation prioritaire, et participent au concours d'éloquence organisé par l'association Ambition Campus, qui œuvre à l'égalité des chances dans l'enseignement supérieur.

Le souffle parfois coupé par le trac, Darell, 16 ans, récite un texte qu'il a écrit sur le thème « On ne naît pas ambitieux, on le devient ». Cinq longues minutes, sans notes, face à un jury de cinq étudiants. Il bute sur des mots, mais il s'accroche. En classe de 1^{re} à Domont, dans le Val-d'Oise, Darell ambitionne de passer des concours de Sciences Po, qui comprend des épreuves orales. Son rêve serait d'être diplomate. « Je sais que je viens d'un milieu stigmatisé. Les gens de banlieue sont vus comme de la racaille. Moi, j'ai une double difficulté: je viens de banlieue, en plus, je suis africain, maghrébin et musulman. »

« AH, MAIS EN FAIT TU PARLES BIEN ! »

Le problème ne se limite pas à un éventuel « accent de banlieue » ou à l'emploi de certaines expressions. Rémi Soulé, docteur en sciences du langage à Sorbonne Université et fondateur de l'association Néolertes, a consacré sa thèse aux façons de parler des jeunes. Pendant un an, il a suivi deux classes de collégiens: l'une dans un établissement parmi les plus favorisés d'Ile-de-France, l'autre parmi les plus défavorisés.

Chacune devait créer un dictionnaire de mots et d'expressions à la mode: les lister et en donner des définitions. « Le résultat, c'est qu'il y a peu de différences entre les deux groupes si on regarde les données brutes. Ils ont formulé à peu près la même liste de mots, et, dans leurs échanges, tous adaptent leur langage au cadre scolaire, explique le chercheur. Les différences apparaissent dans les façons d'utiliser ces mots et de les percevoir. »

Les élèves de l'établissement favorisé qualifient très souvent leur façon de parler. « Mots de jeunes », « nos mots »: ils sont capables de prendre de la distance par rapport à leurs propres pratiques, ce qui est beaucoup moins fréquent dans l'autre groupe. Autre observation: les exemples donnés par les élèves favorisés pour expliquer un mot sont plus faciles à comprendre, mais moins réalistes, que ceux du collège défavorisé. Se dessinent ainsi un groupe davantage tourné vers l'extérieur et un autre plus replié sur lui-même. Les logiques de reproduction sociale sont donc bien à l'œuvre, y compris dans ce registre des expressions à la mode.

Le fait que les jeunes perdent certains codes oraux permet-il de réduire les inégalités? En réalité, non. La consonance du nom de famille, le lieu d'habitation, la couleur de peau et tout ce qui relève de l'apparence physique font que l'on n'entend pas la même chose selon qu'une expression est employée par une personne ou une autre. Ce que le sociolinguiste Cyril Trimaille appelle « le cumul des stigmates »: « Un wesh ne résonnera pas de la même manière selon le jeune qui le prononce. » Rencontre à Bondy, Chahinaze, 24 ans, voilée, étudiante en master de droit numérique, est passionnée depuis petite par l'art oratoire. Elle ne compte plus les fois où on lui a dit: « Ah, mais en fait tu parles bien ! »

Autre interrogation: pourquoi demander à des jeunes issus de quartiers populaires de tordre leur façon de quartiers populaires de la norme? « Parce qu'il faut être réaliste, répond Sarah Nicole, ces jeunes ne seront pas acceptés comme ils sont. Ils doivent apprendre à maîtriser les codes dominants, à adapter leur façon de parler à leur interlocuteur. On met un short pour jouer au foot et une cravate pour un entretien d'embauche. C'est pareil. » « Ce n'est pas se trahir, cette capacité à être un caméléon social est, au contraire, une force », soutient Grazi Abira, qui se souvient avec amusement de ses années Sciences Po: « En un trajet de RER, on ne disait plus "bombarder" mais "se presser". Il y a aussi en banlieue une culture de la vanne, de la répartie qui m'a toujours servi. »

CHARLOTTE BOZONNET



La tyrannie de l'apparence

En entreprise, la pression sur le physique s'exerce sur tous les salariés, de la tête aux pieds, en passant même par la chirurgie

C'est l'histoire d'une paire de chaussures qui donne du pouvoir. Lou (le prénom a été changé) n'avait pas pour habitude de la sortir très souvent de son placard. A ses débuts dans son premier emploi en CDI, un poste à responsabilité dans le marketing à Paris, elle s'était d'abord astreinte à soigner au maximum ses choix vestimentaires, de manière à paraître neutre et très formelle. Les semaines passant, elle avait commencé à venir travailler avec des tenues un peu plus décontractées et à oser la couleur. « Mais, au fil des mois, je me suis fait la remarque qu'on me prenait moins au sérieux, qu'en réunion mes idées n'étaient plus considérées », se souvient la jeune femme de 24 ans, diplômée de l'institut d'études politiques de Lyon.

Elle se décide alors à ressortir un pantalon droit sobre, des pulls classiques en laine grise. Soudain, on lui donne davantage la parole et on l'écoute plus, sans qu'elle n'ait changé quoi que ce soit à ses compétences. « Et quand je veux qu'on m'écoute encore plus, je mets ces fameuses chaussures à talons. L'effet est immédiat, je suis à chaque fois impressionnée, raconte Lou. Je suis une femme, jeune et, en plus, petite, j'ai compris que je parlais déjà avec des points de retard... et que pour me "rattraper" je ne pouvais pas me passer de cette question vestimentaire. » Même si cela implique de se casser la tête devant le miroir, chaque matin, pour s'assurer qu'un habit ne vienne pas saper sa légitimité.

CHARGE MENTALE

Dans le monde du travail, l'apparence joue un rôle majeur dès l'entretien d'embauche. A commencer par le physique. Dans son ouvrage *La Société du paraître. Les beaux, les jeunes... et les autres* (Editions Odile Jacob, 2016), le sociologue Jean-François Amadiou décrypte la « prime à la beauté » qui s'impose dans le cadre professionnel. Correspondre aux critères de beauté de la société, c'est la promesse d'être avantagé lors des processus de recrutement. Selon le chercheur, 40 % des recruteurs jugent « décisive » la beauté du candidat, même pour des postes sans lien avec la clientèle.

Par la suite, ce capital physique permet une progression de carrière plus rapide, mais aussi de meilleures rémunérations. D'après une étude menée en 2013 par l'économiste américain Daniel Hamermesh, citée par le sociologue, les hommes au physique jugé supérieur à la moyenne gagnent en moyenne 17 % de plus qu'un individu au physique ingrat. Pour les femmes, le maquillage a aussi un impact significatif sur la fiche de paie, note Jean-François Amadiou.

Au-delà de l'eye-liner et du fard à paupières, c'est l'ensemble des codes vestimentaires qui comptent. Avec, pour chaque milieu, ses propres normes. Sam (qui préfère rester anonyme), 31 ans, à ses débuts, a eu « l'impression de [s]e déguiser ». Juriste au siège social d'une grande entreprise (du BTP de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), elle n'a aucun contact avec les clients. « S'approprier était très important. Les femmes étions incitées à venir en talons, petite jupe, blazer et chemise classique. Baskets interdites. Même un pantalon chino ne passait pas. Il fallait coller aux codes de la messe du dimanche d'une certaine bourgeoisie catholique », décrypte-t-elle.

Elle investit dans des blazers, des bottines – « les escarpins, c'était non », mais fait de la résistance sur la jupe, non sans écoper de réflexions. « La pression était encore plus importante pour moi, rare personne racisée dans un environnement plutôt blanc. Que je ne veuille pas me plier aux codes communs, alors que je dénotais déjà, cela choquait », se souvient-elle. Au quotidien, « c'était devenu une vraie charge mentale », explique Sam, qui a fini par changer de secteur. Elle travaille désormais dans le milieu associatif, comme responsable de ressources humaines.

« Bien présent au bureau constitue un travail supplémentaire en soi », observe la sociologue Isabel Boni-Le Goff. Cette pression à

l'apparence traverse tous les milieux, mais est amplifiée dans le tertiaire. « Ces professions se donnent à voir comme principalement intellectuelles, mais en fait les corps sont soumis à une vraie discipline. Il y a une part dramaturgique: il faut incarner le rôle professionnel, souligne la chercheuse. Des normes internes sont parfois clairement édictées, avec des marques et types de vêtements pros crits. » Mais elles restent souvent implicites, et donc à décoder.

DISCIPLINE CORPORELLE

Du côté des entreprises, « il y a un enjeu à recruter des corps qui soient homogènes, permettant de présenter une façade standardisée qui devient un véhicule de la marque », poursuit Isabel Boni-Le Goff. C'est lorsqu'elle a étudié. « Dans ces firmes, il s'agit de mettre à disposition des professionnels qui sont en partie interchangeable, et donc qui se ressemblent, depuis leur physique, leur couleur de peau, jusqu'à leur tenue », observe-t-elle.

Certains sont prêts à avoir recours à la chirurgie pour coller à cette quête de standardisation des apparences. De jeunes diplômés se bousculent au cabinet de médecine esthétique du docteur Catherine de Goursac, dans l'espoir de booster leur carrière. « Ils ne me demandent pas de paraître plus beaux, mais d'être passe-partout », explique la médecin, qui exerce à Paris et est coautrice, avec Bénédicte Flye Sainte Marie, du livre *Le Pouvoir de l'apparence* (Michalon, 2018). Injections d'acide hyaluronique dans la zone des cernes, peeling pour l'éclat du teint, botox pour les rides du front... « Ils viennent après avoir eu des remarques au travail: tu as l'air toujours triste, fatigué. En général, ils veulent rester plus dynamiques, pour rester compétitifs », rapporte la médecin.

Cette discipline corporelle concerne les deux sexes. « Un consultant m'avait confié qu'il avait envisagé de recourir à une opération, aux Etats-Unis, pour rallonger ses jambes, note Isabel Boni-Le Goff. Il était plus petit que la moyenne et le voyait comme un handicap pour sa carrière. » Mais, selon la sociologue, la charge de l'apparence est encore plus forte pour les femmes. Celles-ci subissent un contrôle des corps plus

poussé, notamment pour coller aux normes de minceur. La grossophobie est parmi les premières discriminations sur l'apparence documentées par le Défenseur des droits. Avec une tolérance moindre pour les femmes: alors qu'entre 45 % et 61 % des dirigeants hommes sont en surpoids, seulement de 5 % à 22 % des dirigeantes le sont, souligne Jean-François Amadiou.

« Les femmes sont aussi soumises à des injonctions paradoxales, ajoute Isabel Boni-Le Goff. On leur demande d'incarner le professionnalisme marqué par des normes viriles, en empruntant à des pièces du vestiaire masculin, et en même temps elles doivent continuer d'être féminines. Sans trop aller sur ce versant non plus, au risque d'être sexualisées et discréditées. »

Ces derniers mois, le débat a refait surface sur les réseaux avec le « pretty privilege », ce privilège de beauté qui rendrait la vie plus facile aux femmes séduisantes. Un piège, jugent certaines, comme l'autrice Nesrine Slaoui. « Les femmes qu'on qualifie de belles sont en fait perçues comme des objets, et leurs accomplissements et compétences sont souvent sous-estimés », affirme-t-elle sur Instagram.

Sans cesse interpellée à propos de sa belle chevelure rousse et de sa silhouette sur son lieu de travail, Louise (qui préfère rester anonyme), assistante lumière de 23 ans, sent que ses capacités sont « ignorées » contre une attention portée à son apparence. Elle s'applique un « autocontrôle », en attachant ses cheveux, en réfléchissant minutieusement à sa tenue, mais les remarques fusent quand même. « Je suis forcée d'être toujours aux aguets », fustige-t-elle.

Pour les femmes, la mise en scène physique passe, de plus en plus, par une contrition des corps. « C'est très net dans cette injonction à porter des talons, qu'on retrouve de la vente de prêt-à-porter aux cabinets d'avocats, et qui fatigue autant qu'elle entrave la mobilité. Pour occuper la scène professionnelle, c'est comme un boulet au pied », souligne Isabel Boni-Le Goff. Usées en partie par ces contraintes corporelles, les femmes dans ces secteurs finissent régulièrement à choisir la sortie, sans poursuivre dans la hiérarchie. Un renforcement du plafond de verre. ●

ALICE RAYBAUD

« MES PATIENTS NE DEMANDENT PAS D'ÊTRE PLUS BEAUX, MAIS PASSE-PARTOUT »

CATHERINE DE GOURSAC
médecin esthétique